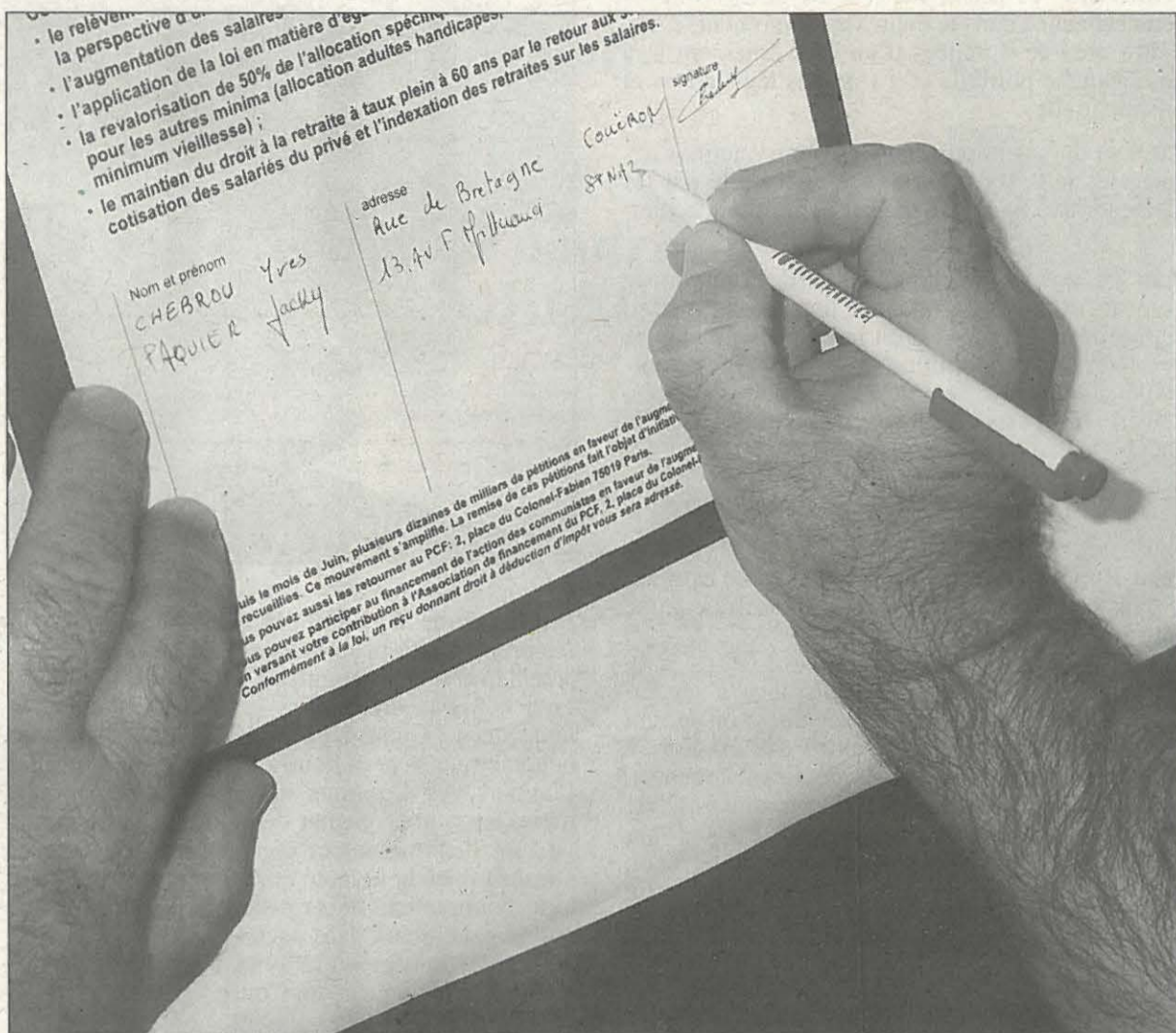


Les Nouvelles

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 712 - 2 Novembre 2000 - Prix 2,50 F

de Loire Atlantique



Châteaubriant : 59 ans après, les cérémonies ont été, cette année encore, fortes de souvenirs et d'émotions. Nous publions page 6, de larges extraits des différentes allocutions prononcées dans la carrière.



La Fête de l'Agglo 2000 a permis de larges débats sur des sujets d'actualité. Nicole BORVO, Sénatrice de Paris, dirigeante nationale du Parti Communiste Français, était présente sur la Fête. Lire en pages 4 et 5.



276 000

276 000 jeunes ont été embauchés en emplois jeunes depuis juin 1997. L'objectif était au départ de 700 000 dont la moitié dans le privé. Aujourd'hui deux questions se posent : quelles mesures pour atteindre l'objectif, quels moyens pour pérenniser les emplois jeunes existants.

On ne peut pas en rester là !

Depuis la rentrée, monte le sentiment que quelque chose ne va pas. On aurait pu penser que des mesures bien plus sérieuses que les quelques mesures fiscales – bienvenues mais qui ne font pas le compte – auraient été prises. Il n'est rien.

Les conséquences ne se font pas attendre: faute d'être mieux parta-gée, la croissance commence à s'essouffler. Le doute ne peut que s'installer quand on nous explique qu'on ne pourrait faire davantage, qu'on serait désarmé face aux puissants.

L'insatisfaction des Français se repère aisément. Tout confirme l'attente de plus en plus forte d'actes nouveaux. Et les raisons qui avaient conduit Robert Hue à proposer un sommet de la gauche plurielle, sont plus fortes encore aujourd'hui.

Il est urgent d'entendre les aspirations de nos concitoyens. La gauche ne peut pas réussir si elle se contente des résultats obtenus, si elle n'écoute pas les gens, si elle ne respecte pas les engagements qu'elle avait pris en juin 1997.

C'est notamment le cas pour l'augmentation du pouvoir d'achat par l'augmentation du SMIC, des minima sociaux, des salaires et des pensions de retraites; de la transformation des emplois-jeunes en emplois stables et plus généralement pour une politique audacieuse visant au plein-emploi; d'une réforme progressiste de la fiscalité, de nouveaux droits pour les citoyens et les salariés, des initiatives pour transformer la construction européenne, pour développer et moderniser les services publics.

Il est indispensable d'engager une politique beaucoup plus résolument ancrée à gauche. D'où l'importance du sommet de la gauche plurielle, prévu le 7 novembre. Avec comme seule raison d'être: déboucher sur des actes favorables aux salariés, aux jeunes, aux chômeurs, aux retraités.

Le Parti socialiste se retrouve seul des cinq partis de la gauche plurielle à s'opposer à de telles mesures. Il minimise les attentes citoyennes et conçoit le sommet de la gauche comme un moment de préparation d'un programme pour les élections de 2002.

Les communistes ne partagent pas cette analyse. C'est maintenant qu'il faut agir. Les responsables et les élus communistes prennent l'initiative de cinq jours de rencontres et de débats, avec un tract et la pétition nationale réclamant l'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires, des retraites et des minima sociaux.



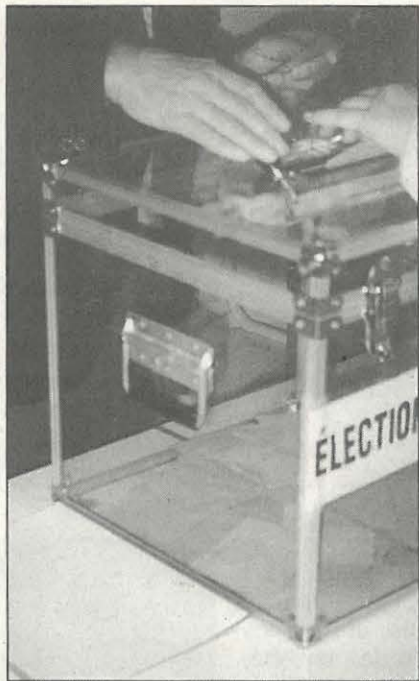
ACTUALITÉ

Elections de mars 2001

Jean-René TEILLANT a bien voulu répondre, en page 2, à nos questions sur la préparation des prochaines élections municipales et cantonales.

Marche mondiale des Femmes

Lauryane PICAUD était à New-York le 17 octobre où elle participait à la marche mondiale des femmes. Nous avons, page 8, recueilli ses impressions.



11 et 18 mars 2001

Elections Cantonales et Municipales

A quatre mois des scrutins qui vont se dérouler dans notre pays, nous avons demandé à Jean-René TEILLANT, Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste de nous faire le point de la préparation de ces 2 élections.

Majorités municipales dans les 59 villes de plus de 3 500 habitants en Loire-Atlantique :

Villes dirigées par la gauche :

- | | |
|---------------------|-------------------------|
| ● Nantes | ● Montoir |
| ● Saint-Nazaire | ● Savenay |
| ● Saint-Herblain | ● La Montagne |
| ● Rezé | ● Le Pouliguen |
| ● Couéron | ● Bouaye |
| ● La Chapelle/Erdre | ● Saint-Jean-de-Boiseau |
| ● Bouguenais | ● La Turballe |
| ● Châteaubriant | ● Le Pellerin |
| ● Pornichet | ● Saint-Joachim |
| ● Trignac | ● Indre |

Villes dirigées par la droite :

- | | |
|-------------------------------|----------------------------|
| ● Saint-Sébastien | ● Saint-Etienne-de-Montluc |
| ● Orvault | ● Donges |
| ● Vertou | ● Treillières |
| ● La Baule-Escoublac | ● Clisson |
| ● Carquefou | ● Nort/Erdre |
| ● Guérande | ● Sucé/Erdre |
| ● Pornic | ● Machecoul |
| ● Sainte-Luce/Loire | ● Le Loroux Bottereau |
| ● Saint-Brévin | ● Haute-Goulaine |
| ● Ponchâteau | ● La Chevrolière |
| ● Blain | ● Pont-Saint-Martin |
| ● Basse-Goulaine | ● Vigneux-de-Bretagne |
| ● Ancenis | ● Guémené Penfao |
| ● Sautron | ● Herbignac |
| ● Vallet | ● Le Croisic |
| ● Thouaré | ● La Chapelle-Basse-Mer |
| ● Saint-Julien-de-Concelles | ● Héric |
| ● Saint-Philbert-de-Grandlieu | ● Missillac |
| ● Les Sorinières | ● Légé |
| | ● Saint-André-des-Eaux |

Les élus communistes et républicains dans le département

L'Association des Elus Communistes et Républicains regroupe 150 membres en Loire-Atlantique. Parmi eux :

- 2 élus au Conseil régional
- 1 élu au Conseil général
- le reste étant formé de conseillers municipaux

4 villes sont dirigées par des Communistes :

Trignac - Saint-Joachim - Batz/Mer - Saint-Malo-de-Guersac

Les élus communistes et républicains sont présents dans 32 villes.

NLA : A quatre mois des municipales et des cantonales qu'attend le PCF de ce scrutin ?

Jean-René TEILLANT : Il est utile de situer cette échéance dans le contexte du moment, c'est-à-dire près de 4 années d'un gouvernement issu de la gauche plurielle et à 1 an des législatives et présidentielles.

Au-delà du calendrier, tous les observateurs s'accordent sur la sévérité de jugement porté par les électeurs(trices) de gauche sur la politique actuelle.

Pour ce qui le concerne, le Parti Communiste Français est au diapason de ce jugement. En effet, depuis plusieurs mois, il dit publiquement et avec des actes, que la politique mise en œuvre ne correspond pas aux attentes ni aux possibilités. Robert Hue a affirmé que si elle continue ainsi, la gauche va dans le mur.

NLA : Pourtant, il y a moins de chômage, il est annoncé une baisse des impôts ?

Jean-René TEILLANT : La croissance est réelle dans notre département, cela se vérifie comme dans tout le pays.

Le paradoxe est que cette croissance s'accompagne de l'aggravation des inégalités, on le voit avec l'explosion de la précarité des emplois à laquelle s'ajoutent les plans de licenciements ; avec une baisse des impôts qui se traduit en 2001 par - 1.000 F pour un salaire payé 8.500 F par mois et par 295.000 F pour le patron de Vivendi, par une réponse positive aux exigences du MEDEF (tel sur UNEDIC) et sur le refus d'augmenter le SMIC.

En fait, une réalité vécue au quotidien qui nourrit l'impatience, voire un mécontentement qui d'ailleurs s'est traduit dans les sondages d'opinion à l'égard du Premier Ministre.

NLA : Que comptent faire les Communistes dans cette situation ?

Jean-René TEILLANT : Les Communistes affirment et prennent des initiatives pour que la gauche réussisse en répondant aux attentes, par des mesures faisant reculer les inégalités, en faisant progresser la justice sociale : nos initiatives pour une augmentation du SMIC, des salaires, des minima sociaux, des retraites. Le vote des Députés communistes sur le budget de la sécurité sociale, à l'engagement du Ministre communiste Jean-Claude Gayssot pour obtenir des mesures de sécurité maritime qui remettent en cause la logique libérale européenne, s'inscrivent dans cet objectif.

NLA : Un scrutin sur fond très politique ?

Jean-René TEILLANT : Je le pense, à l'écoute des militants lors d'initiatives à la porte des entreprises, sur les marchés, tout indique que pour que la gauche gagne des villes nouvelles, gagne la majorité au gouvernement, les électeurs et les électrices ont besoin de signes forts capables de les mobiliser.

NLA : Quels sont les objectifs du Parti communiste dans ces élections ?

Jean-René TEILLANT : Des objectifs ambitieux. En effet, et qui peuvent se concrétiser à



condition que la gauche plurielle, par son union et ses propositions progressistes se renforcent. C'est à cela que les Communistes s'efforcent d'aboutir. Pour battre la droite dans la ville, lui prendre la majorité au Conseil général, il ne s'agit pas de négocier par le petit bout. La gauche est plurielle. L'apport des Communistes dans le débat politique, aussi pour gagner des villes et des cantons va être déterminant et c'est vérifié. Cet apport s'inscrit dans la loyauté et la durée. Priver l'électorat communiste de sa juste place aux élections municipales serait sans aucun doute préjudiciable pour créer la nécessaire dynamique pour prendre à la droite la majorité au Conseil général.

NLA : Où en sommes-nous des discussions ?

Jean-René TEILLANT : Pour que la gauche progresse à nouveau, il est indispensable que toutes ses composantes soient justement représentées, sans volonté hégémonique, ni démagogique. Les discussions engagées avec le Parti socialiste, le MDC, les Verts, le PRG montrent à l'évidence une réelle volonté d'aboutir. Les rencontres sont riches et témoignent d'une réelle ambition de renforcer les villes de gauche, d'en gagner de nouvelles à droite.

Une démarche, un engagement politique qui implique que les élu(e)s communistes et républicains soient reconduits dans toutes les villes où la gauche est sortante et qu'ils et elles soient justement représenté(e)s dans toutes les autres villes gagnables ou non. D'autant que rien et surtout pas les résultats électoraux depuis 1995 ne peuvent justifier un affaiblissement de notre nombre d'élu(e)s. C'est le contraire. C'est bien en agissant ainsi, qu'ensemble, les forces de gauche se donneront les moyens d'atteindre leurs objectifs.

Nous avons invité nos militants à multiplier les rencontres dans toutes les villes afin d'être en situation d'aboutir à un accord départemental dans des délais qui permettent de se consacrer complètement à la campagne, que nous voulons dynamique et mobilisatrice à gauche, à l'écoute des citoyen(ne)s.

Deux déclarations après le naufrage du chimiquier italien l'Ievoli Sun

Déclaration de Jean-René Teillant à propos du naufrage de l'IEVOLI SUN

Après le naufrage de l'Erika dont les conséquences pèsent encore sur les populations de l'Ouest de la France, la nouvelle catastrophe maritime qui vient de se dérouler au large de la Bretagne confirme le besoin d'obtenir du niveau européen, des mesures de sécurité efficaces pour le transport maritime dangereux et polluant et l'interdiction de faire naviguer des bateaux poubelles.

Les démarches françaises et notamment celles du Ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot en ce sens, doivent trouver écho au niveau européen.

Il n'est en effet, plus acceptable que des pays traînent les pieds laissant ainsi les côtes devant des dangers environnementaux très grands.

Cette nouvelle catastrophe renforce l'exigence exprimée par les Communistes de Loire-Atlantique d'engager la mise en œuvre d'une autre politique de la filière maritime française. La pétition demandant la construction du navire type 3E a reçu le soutien de plus de 12 000 signatures.

Aujourd'hui, il s'agit d'élargir cette initiative à tous les types de produits transportés. La Direction des Chantiers de

l'Atlantique et le Syndicat des constructeurs européens doivent s'y engager.

La présidence française européenne doit permettre d'imposer aux instances maritimes internationales et particulièrement aux états côtiers européens, la modification des règles sur les transports maritimes des substances dangereuses et polluantes afin d'améliorer les conditions de transports et de sécurité de ces marchandises à proximité des côtes européennes.

Nantes le 31 octobre 2000

Déclaration du groupe communiste au Conseil Régional des Pays de la Loire

Le naufrage du chimiquier italien «L'Ievoli Sun», moins d'un an après celui de l'Erika, pose la question de l'urgence d'accélérer le calendrier prévu par la Communauté européenne pour discuter des différents textes et réglementations permettant une réelle sécurité en matière de transports maritimes.

Le gouvernement, son ministre Jean-Claude GAYSSOT, mettent tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi.

D'autant que tout le monde semble reconnaître aujourd'hui que c'est bien le dumping social, la déréglementation du transport sur les mers, la liquidation des

services publics, qui sur le fond explique la répétition de telles catastrophes.

Rappelons que si les mesures présentées par la France avaient été acceptées au niveau européen comme par l'OMI, le «L'Ievoli Sun» n'aurait pu quitter la Grande Bretagne. Il aurait été banni des ports européens ayant été retenu trois fois pour déficiences majeures. De même, la Société Rina aurait fait l'objet de contrôles beaucoup plus sévères pour obtenir son agrément pour certifier les bateaux aptes à naviguer dans les eaux européennes.

La Commission européenne est au pied du mur. Il est urgent qu'elle

prenne les décisions nécessaires. Elles existent : la France les a formulées. D'autres sont contenues dans la charte des transports maritimes signée en février par le Ministre des Transports et l'ensemble des parties concernées.

Nous nous adressons aux élus des régions du littoral afin de lancer, ensemble et avec les citoyens une grande pétition en direction du Président en exercice de la Communauté européenne pour que de nouvelles règles de sécurité dans les transports maritimes soient immédiatement mises en œuvre.

Nantes le 2 novembre 2000

Budget 2001 inégalitaire et inefficace

Le projet de budget 2001, dans l'état actuel, est inégalitaire et freine la dépense publique. Il se conforme strictement au Pacte de stabilité de l'euro et aux attentes des marchés financiers, au risque de freiner la croissance.

Limiter à +0,3%, en volume, la croissance de la dépense publique, alors que la croissance économique retenue pour 2001 (+3,3%) est élevée, prive

par Bercy sur une hausse automatique du pouvoir d'achat, sans réorientation de la politique gouvernementale par la relance de la consommation, est peu crédible.

Au contraire, le soutien au pouvoir d'achat (salaires, retraites, minima sociaux...) et aux dépenses utiles (éducation-formation, santé, recherche...) est à même de consolider la croissance. Soutenir la demande, tout en forti-

soialement et inefficace économiquement.

Ce sont en fait les placements financiers et les plus hauts revenus, leurs dépenses parasites qui sont encouragées.

Parallèlement, si la demande globale n'est pas soutenue par les dépenses publiques et les consommations collectives, ces baisses d'impôts seront lettre morte pour l'économie.

Au total, au lieu de combattre les inégalités, ainsi



notre pays de la possibilité d'utiliser les financements publics comme un moyen d'améliorer le partage des richesses produites.

C'est la diminution du déficit public qui est privilégiée, au risque de contribuer au ralentissement, puis au retour-nement de la conjoncture favorable actuelle.

Déjà aux Etats-Unis, en Allemagne, les effets de ce ralentissement se font sentir. Auxquels s'ajoutent la faiblesse de l'euro, la réévaluation du prix du pétrole et des taux d'intérêt. L'optimisme affiché

fiant l'offre avec les nouvelles technologies devrait marcher de pair avec la mise en œuvre de mesures – en matière fiscale et de crédit bancaire – pour faire reculer la boulimie financière.

Les recettes fiscales nouvelles engendrées (bien au-delà de la «cagnotte fiscale» actuelle) par cette croissance réelle riche en emplois et en qualifications, et par la pénalisation des re-venus et placements financiers, favoriseraient alors une décade saine des déficits publics.

Baisser uniformément les impôts est injuste

construit, le volet fiscal du budget 2001 se conjugue au volet restriction des dépenses budgétaires pour accroître encore les inégalités.

Les communistes et leurs parlementaires vont effectuer un travail actif de contre-propositions afin d'amender ce projet de loi de finances dans les deux domaines concernés: la dépense publique utile qu'il faut développer et les recettes correspondantes qu'il faut aller chercher là où elles se trouvent, dans les revenus financiers.

Financement du PCF un procès sans fondement

Un procès dit «du financement» du Parti communiste a actuellement lieu à Paris, mettant notamment en cause Robert Hue et plusieurs dirigeants du PCF et de l'Humanité.

Les Communistes rejettent l'amalgame entre ce procès et les affaires politico-financières qui envahissent l'actualité.

A la suite de la publication par le journal Le Monde du témoignage posthume de Jean-Claude Méry, le PCF a affirmé avec la plus grande fermeté que les allégations le concernant... sont absolument dénuées de tout fonde-

ment» et renouvelé la dénonciation «des procédés intolérables d'amalgame et d'insinuation visant à l'impliquer (le PCF) dans une affaire à laquelle il est totalement étranger».

La justice doit faire son travail sans entrave. Le PCF s'oppose à l'idée d'amnistie qu'il a déjà refusée en 1990.

C'est dans cet état d'esprit que Robert Hue s'est présenté à l'ouverture du procès qui lui est intenté.

Il a dit avec confiance et sérénité que toutes les allégations concernant le financement du PCF sont sans fondement.

Il a rappelé les conclu-

sions des experts désignés par la justice qui n'établissent pas de relation financière entre, d'une part, la CGE et le PCF et, d'autre part, entre le groupe GIFCO et le PCF.

Quant à la prétendue collusion entre le PCF, l'ANECR et de grands groupes dont l'ambition était de privatiser les services de l'eau, ce n'est pas sérieux ! Cela ne résiste pas à l'examen des faits : toute l'action du PCF et de ses élus a, depuis toujours, consisté à défendre, à promouvoir les services publics et à s'opposer aux prétentions de ces grands groupes.

TROCARDIERE : un wee



Un débat riche et animé à l'espace Femmes de la Fête.



Attention des participants au débat avec Nicole Borvo.



Discussion à l'exposition des 80 ans des Batignolles



Nicole Borvo participe activement au débat.

Le sport en débat

Les dérives, les risques que fait courir au sport la course à l'argent, nous rappellent que cette activité humaine n'échappe pas à la société telle qu'elle est. Le sport en est le miroir pour le meilleur et pour le pire.

Dopage, corruption, parfois violence et tricherie disputent au sport ses principales qualités : facteur de santé, d'épanouissement, d'équilibre et de dépassement de soi, moyen formidable de connaissance entre les peuples et les individus. Ces valeurs humaines sont à l'opposé d'une conception marchande qui banalise l'achat de jeunes sportifs, à l'opposé de la spéculation boursière de quelques grands groupes qui ne vivent dans le sport que l'exploitation de son image et la possibilité de rentabiliser leurs capitaux.

Il n'est pas fatal que les milieux financiers agissent à leur guise pour transformer le spectacle sportif en jeu de cirque où tout est permis.

30 millions de pratiquants avec 1,2 millions de bénévoles engagés, impliqués jouent un rôle éminent, unique dans notre société pour la cohésion sociale et l'exercice de la citoyenneté. C'est un acquis et un atout important pour qu'un débat citoyen s'instaure dans le pays sur le devenir du sport.



Ce débat citoyen, a vécu sa première expérience lors de la Fête de l'Agglo à la Trocardière avec différents intervenants :

- Christian GARCIA, Chef de Cabinet adjoint de Madame la Ministre des Sports, Marie-George BUFFET
- Gilles RAMPILLON, ancien footballeur international du FC Nantes
- Jean-Jacques MOREAU, Président du Comité départemental de la FFA
- Louis HAREL, père et accompagnateur de Barbara HAREL, sélectionnée en Judo à Sydney
- Micheline BAR-CHASSERIEAU, Présidente du Comité régional de Gymnastique Volontaire

Aucune question tabou ou des idées développées ci-dessus n'ont été écartées. Dopage, argent, démocratisation des instances sportives, place des femmes, des jeunes, etc... Tout au long du débat, ces questions sont revenues. On pourra retenir l'intervention du Président du Club cycliste de Saint-Herblain et beau-père de Jean-Cyril ROBIN, interpellant Christian GARCIA sur le dopage : " quel message d'espoir peut-on donner à nos jeunes pour pratiquer leur sport favori ? " et Gilles RAMPILLON de lui répondre : " il faut redonner un visage humain au sport et c'est cela qui lui permettra de retrouver ses vraies valeurs ".

D'autres interrogations sont venues sur l'émergence de nouveaux sports qui posent la question des équipements sportifs pas assez nombreux pour répondre à tous les besoins mais qui posent aussi une autre question : doit-on inclure ou exclure ces sports du mouvement sportif ?

La réponse donnée par Christian GARCIA a été bien évidemment de les inclure car ils représentent des centaines de milliers de jeunes branchés par ces nouvelles pratiques.

La question de la pérennisation des emplois jeunes a été aussi abordée, car 55.000 emplois et jeunes sont concernés par les solutions qu'on trouvera pour pérenniser ces postes.

Autant de sujets que le PCF et le collectif sport du PCF souhaitent continuer à travailler avec les Communistes, mais aussi avec l'ensemble du monde sportif.

k-end en fête

Le débat en direct avec Nicole Borvo

Salaires, retraites, minima sociaux, fiscalité, inégalités : ça ne va pas, ça ne va pas du tout ! Tel était le sens des préoccupations qui s'exprimèrent lors de la rencontre débat avec Nicole BORVO. Dans un propos liminaire, la dirigeante nationale du PCF insistait d'ailleurs avec force, sur la volonté des communistes de peser sur les choix gouvernementaux dans la préparation de la rencontre nationale prévue à notre initiative, entre les formations de la gauche plurielle, le 7 novembre prochain. Les interventions qui suivirent, illustrèrent chacune à leur façon, les propos de la Sénatrice de Paris, s'inquiétant du risque que courre la gauche en ne répondant pas aux attentes populaires.

Un Parti Communiste à l'offensive, à l'aise dans sa démarche associant intervention voire interpellation politique au quotidien et participation aux différents niveaux des prises de décisions politiques, au plan institutionnel : si une militante de Lutte Ouvrière y voyait là une contradiction, un militant cheminot réagissait en démontrant en quoi le fait d'avoir un ministre communiste avait contribué à inverser les logiques qui prévalaient jusqu'à présent en matière d'emploi.

«Quand ça ne va pas, il faut le dire haut et fort» réagissait Nicole BORVO. Non par simple volonté de polémiquer, ajoutait-elle, mais bien pour construire ensemble les réponses de gauche qu'attendent les

gens, après les 35 heures, le dispositif de l'emploi des jeunes. Crier haro sur la gauche plurielle ne sert à rien si l'on ne construit pas ces réponses.

C'est parce que le PCF a conscience que la gauche va dans le mur si elle ne rectifie pas le tir que les Communistes haussent le ton, pour que la gauche réussisse et pour modifier les rapports de force en développant des propositions communistes sur l'ensemble des questions posées.

Un débat ouvert, franc et direct qui permet un échange nourri sur la démarche du PCF et qui devait être interrompu, limité par la programmation de la Fête.

Yann Vince

Emplois-jeunes, trois ans après, où en est-on ?



Tel était le thème d'un des débats de la Fête de l'Agglomération, débat organisé par les élus communistes auquel participaient Monsieur GUINE, 1^{er} adjoint au Maire de Rezé, Monsieur GUERIAU, Maire de Saint-Sébastien, Monsieur MARESCHAL, 1^{er} adjoint au Maire de Nantes, Claude CONSTANT et Raymond LANNUZEL, adjoints au Maire de Nantes ainsi que des représentants de la JOC et de la CSF.

Débat d'actualité dans la mesure où il se situait, après trois ans d'existence, à un moment où la question de la pérennité de ces emplois se pose avec force, autant parmi les jeunes concernés qu'au

niveau du gouvernement puisque des nouvelles mesures sont annoncées.

Chaque participant à ce débat a eu toute possibilité de faire état des expériences en cours dans leur ville respective du point de vue des élus, comme le vécu d'«emploi-jeune» parmi les jeunes, dans ce débat.

Le constat qui résulte est contrasté. Si des efforts dans l'agglomération ont été réalisés, plus de 2.000 emplois-jeunes à ce jour, on est loin de l'objectif affiché des 350.000 au plan national (276.000).

De la même manière, le vécu des jeunes concernés par ce dispositif, s'il est vécu comme une chance de trouver un emploi,

n'est pas sans interrogation s'agissant de la formation, du salaire, et surtout de la pérennisation de l'emploi.

Il est vrai que ce sont des questions qui se posent d'autant que le risque de dérive du dispositif est réel. Dérive, notamment quand ces emplois-jeunes sont utilisés pour remplacer des emplois existants.

En conclusion, ce débat aura montré que la question centrale qui est posée, est bien celle de l'emploi. Dans un contexte où on constate une déflation notable du chômage, un contexte économique plus favorable, les chômeurs en général, et les jeunes en particulier sont en droit de réclamer leur dû.



Le stand du Parti communiste : un lieu de rencontres et d'échanges.



Vue d'ensemble de la Fête.

De vous... à moi...

Je ne veux surtout pas avoir la prétention de tout comprendre et de tout connaître mais il y a des choses que je ne m'explique pas, qui m'interrogent, je ne retrouve pas les raisons qui font qu'il manquait bien du monde à la Fête de l'Agglo, le week-end dernier. Alors je le dis, je l'écris et je propose d'en débattre.

Pourquoi en effet, y a-t-il autant de décalage entre les moyens mis en œuvre pour organiser une initiative sympa, gaie, ouverte, conviviale, d'un haut niveau d'animation artistique et politique et le résultat ?

Les Communistes, sans prétention, je crois les connaître un peu. Ce ne sont pas des gens tristes, ceux qui les entourent ne sont pas des casaniers,

j'en connais plein qui aiment rire, sortir avec les copains, passer des soirées sympas, des moments conviviaux, qui aiment la musique, les spectacles, boire un coup entre copains et pourtant je ne les ai pas vus et ils auraient pu être là...

Alors pourquoi ? Peut-être pensaient-ils s'enoyer, croient-ils que l'initiative est un peu ringarde, vieille, triste, avaient-ils peur de dépenser beaucoup d'argent, quoi encore... ?

Si c'est cela, je m'interroge : participer à la «soirée restaurant» dansante pour un prix modeste et avec une réelle qualité de l'orchestre, cela vaut bien une danse dans n'importe quel autre lieu...

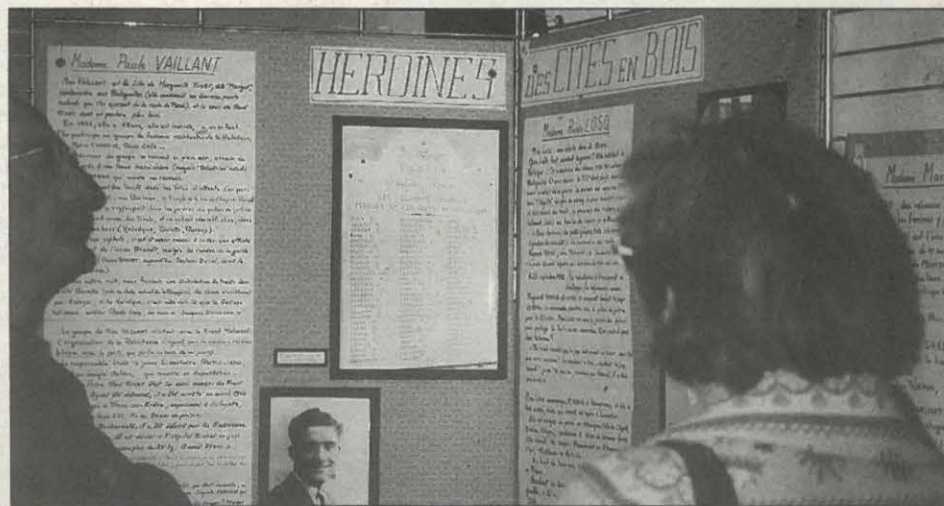
Si c'est cela je doute car assister au spectacle des

«Victor Racoin» pour 30 francs (prix de la vignette) alors que ce spectacle de caractère vraiment exceptionnel apprécié par tous, se négocie à 100, 150 ou 200 francs dans toutes les salles.

Il y a sûrement d'autres raisons, mais lesquelles ? Tout le monde était censé connaître le contenu de la fête, la multiplicité des débats et des rencontres... alors c'est peut-être autre chose qui fait qu'il manquait du monde ?

Naïf, crédule sur ce coup, je le suis peut-être mais n'est-il pas nécessaire, pour me retirer mes doutes, d'en discuter ensemble directement, par courrier, avec les copains, dans les réunions... je le pense sincèrement.

Y. C.



L'expo des Batignolles - Flash sur les femmes dans la Résistance.



Le ciel avait tendance à nous tomber sur la tête quand, en ce vendredi soir d'octobre, les gens s'approchaient du monument dédié aux martyrs de cet automne 1941. Dépôt de gerbes, quelques mots pour demander aux personnes présentes de se réunir dans la salle du Conseil municipal de Nantes où les allocutions et évocations purent être prononcées. Une modification du déroulement de la veillée qui n'altéra en rien la volonté de se souvenir : 59 ans, les fusillades de Nantes et de Châteaubriant. Le lendemain, dans la carrière des Fusillés, une foule recueillie a participé aux cérémonies en présence du Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle.

Nous publions quelques extraits des interventions de Patrick Le Hyaric, représentant le Conseil national du Parti Communiste Français et Monsieur Duffour, représentant le gouvernement.



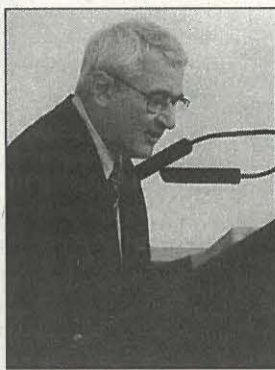
CHATEAUBRIANT : 59 ans qui forgent l'avenir

Michel Duffour

Le Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, devait, dans son intervention, revenir sur ce que représente le martyr des fusillés de Châteaubriant en ces termes : «*Que cherchaient les auteurs de cette exécution ? Les sordides calculs qui présidèrent à l'élaboration de la liste ne laissent pas de doute. Il s'agissait d'abattre ceux qui incarnaient les idéaux de Liberté, d'Egalité et de Fraternité ; les valeurs sans lesquelles la magie française, sa contribution aux plus beaux progrès de l'Histoire humaine, restent incompréhensibles. C'est la France de la Révolution, celle de la Commune et du mouvement pacifiste, celle du Front Populaire et de l'antifascisme, dont ils ont hurlé «qu'on l'assassine !». Il y a 59 ans maintenant, ce sont des ouvriers, des syndicalistes, des élus du peuple que les nazis ont passé par les armes. C'est l'universalité de*

leur combat, la diversité infinie des horizons de celles et ceux qui s'y rencontraient, s'y découvrirent et s'y unirent, qui devait, à tout prix, être éradiquée. En allant fleurir aussitôt le lieu du massacre, la population de Châteaubriant ruinait cet espoir funeste, gagnait une part de clarté sur l'ombre. Une première brèche s'ouvrait dans les murs de la barbarie. Aragon s'y engouffrait en écrivant le «Témoin des martyrs», un texte bouleversant que diffusèrent Radio Londres, Radio Moscou, et que distribuèrent clandestinement tant d'organisations de la Résistance».

Et revenir ensuite sur ceux qui ont collaboré avec les nazis : "Les nazis ont été secondés dans les atrocités commises en ce lieu. Chacun sait le soin criminel mis par Pucheu, le Ministre de l'Intérieur de Pétain, dans la constitution de la liste des 27 suppliciés. Ces faits ignominieux révèlent une res-



ponsabilité plus fondamentale. Avec Vichy, ce n'est certes pas la France, mais c'est bel et bien l'Etat français qui commettait sciemment l'irréparable, en choisissant la collaboration avec l'Allemagne nazie. Car c'est d'une responsabilité imprescriptible dont il s'agit. Ce qui a été fait une fois, rien ne peut faire que cela n'ait pas eu lieu, dit le philosophe. Nul ne peut donc ignorer ce que firent ces fonctionnaires qui bafouèrent le devoir de désobéissance, ces dirigeants qui avaient d'autres choix, ces per-

sonnalités qui attisèrent la haine. Il y a deux ans, le jugement de l'un d'entre eux, Maurice Papon, mettait un terme à l'affront ».

Pour conclure en faisant référence à l'actualité : «Mais il reste tant de chemin à faire. Depuis plusieurs semaines maintenant, des exactions antisémites sont perpétrées un peu partout sur notre territoire. C'est parce que rien, absolument rien, ne peut les justifier que l'Etat français ne le tolérera pas. De même, en plein cœur de cette Europe de paix et de solidarité véritable, à laquelle tous nos peuples aspirent, des tentations morbides se font jour. Des alliances inacceptables se nouent, ici et là, pour s'emparer du pouvoir, des nationalismes liberticides se renforcent et l'infamie révisionniste se répand. En France, quelques poignées d'individus, les héritiers de ceux qui s'en prirent aux idées progressistes il y a soixante ans, voudraient porter atteinte

à la liberté de création et de pensée dans les bibliothèques, les cinémas et les théâtres des villes qu'ils dirigent. Pendant l'occupation, un libraire bordelais avait écrit sous un portrait de Laval, exposé dans sa vitrine, «vendu» et sous celui de Pétain «épuisé». La censure perd toujours le combat contre l'esprit critique et la culture.

Ce que je viens d'évoquer démontre qu'il y a une urgence de la mémoire, même si la formule peut sembler paradoxale. Le souvenir de ceux qui périrent en ces lieux nous tourne vers l'avenir. Il faut le cultiver sans relâche. C'est ce que vous faites, vous les membres de l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, vous les résistants et déportés, vous les élus et la population de Châteaubriant. Vous n'en serez jamais assez remerciés. Car vous avez compris l'essentiel : quand on l'oublie, le passé ne passe pas».

Patrick Le Haric :

«C'est la force d'un rassemblement majoritaire du peuple qui a triomphé»

Dans son intervention, le représentant du Parti Communiste Français a allié ce qui s'était passé le 22 octobre 1941 à Châteaubriant à la situation politique nationale et internationale à la fin de ce 20^e siècle, citant notamment : «*Ce qui a fait la force de la*

Résistance, c'est qu'elle a été capable d'unir, par delà la diversité des engagements différents, femmes et hommes, cheminots et instituteurs, métallos et médecins, paysans et poètes, élu(e)s et syndicalistes, celui qui croyait au ciel et celle qui n'y croyait pas. Elle a pu le faire en plaçant au-dessus de tout la libération du sol de la Nation profanée par les hordes nazies.

N'était-ce pas déjà une belle leçon pour l'avenir ? Un peuple debout, un peuple uni peut faire front et gagner. En une période où, dans certains milieux, on s'efforce de briser les valeurs humanistes de fraternité et de solidarité, de démission face aux puissances d'argent, cette leçon ne mérite-t-elle pas d'être méditée ?»

Il devait ensuite, parlant du sacrifice des 27 fusillés, revenir sur ce que leur mort représente pour le présent et pour l'avenir : «Je les imagine tous allant au peloton d'exécution en chantant la Marseillaise, le Chant du départ, l'Internationale. Ils tressèrent tous ces

chants comme un don ultime à ceux qui allèrent survivre et poursuivre leur combat. J'imagine et j'entends Jean-Pierre Timbaud, après avoir demandé du feu à un gendarme pour fumer sa dernière cigarette, crier : «Vive le Parti communiste allemand ! Quel bel acte, quel beau message de fraternité et d'internationalisme moderne. Cela donne sens aux combats actuels pour un monde débarrassé de la loi de la jungle des dominations, pour transformer la mondialisation capitaliste actuelle en une mondialisation faite pour les femmes et les hommes, une mondialisation de coopération pour le développement humain. Cela donne sens à l'action pour construire une Europe progressiste, une Europe des peuples construite avec eux et non plus sur les critères anti-sociaux de la Banque centrale européenne.

J'imagine et j'entends Emile David qui n'a que vingt ans dire : «Nous mourrons avec l'espoir que ceux qui restent auront la liberté et le

bien-être». Ces souhaits restent d'actualité au moment où on tente, de ci de là, de criminaliser l'action syndicale et au moment où il serait nécessaire d'impulser dans les entreprises et dans toute la société un nouvel âge de la démocratie. «Bien-être» : c'est tout le sens de l'action qu'a engagé le Parti communiste depuis des mois pour faire reculer les inégalités dans notre pays et dans le monde. J'imagine et j'entends le docteur Ténine écrivant «Mon dernier vœu est un vœu d'union, d'amour dans mon malheureux pays, au sein d'une Europe pacifiée, dans un monde nouveau». Quelle vision moderne du monde commun à construire !

J'imagine le député Charles Michel, qui, aux yeux des autorités françaises collaborationnistes de l'époque, avait commis le crime de voter contre la guerre, contre la sale guerre à l'Allemagne, et il est tombé sous les balles allemandes. Ce combat contre la guerre et pour la paix ne doit pas faiblir, au moment où il nous faut

agir pour une solution juste et durable au Proche-Orient, reconnaissant au peuple israélien comme au peuple palestinien le droit d'avoir une terre, une patrie, où ils puissent vivre en paix et en bonne harmonie».

Pour conclure sur un message fort : «Leurs derniers mots, leurs dernières lettres, qu'on ne peut lire sans être bouleversé, sont inscrits au livre d'or de l'histoire de notre pays. Leur sang reste une tâche indélébile au visage de l'envahisseur, comme à celui de leurs valets français. Ce qui frappe, c'est que leurs lettres ne sont pas marquées par l'angoisse de la mort mais de l'amour de la vie, par l'espoir du bonheur. Et aussi par la certitude que leur sacrifice n'aurait pas lieu en vain. Et il n'a pas été vain. En ce sens, le devoir de mémoire n'est pas seulement un recueillement de circonstance».

Il est une nécessité du présent pour construire un avenir meilleur faisant vivre les beaux idéaux humanistes et communistes.



Le ciel avait tendance à nous tomber sur la tête quand, en ce vendredi soir d'octobre, les gens s'approchaient du monument dédié aux martyrs de cet automne 1941. Dépôt de gerbes, quelques mots pour demander aux personnes présentes de se réunir dans la salle du Conseil municipal de Nantes où les allocutions et évocations purent être prononcées. Une modification du déroulement de la veillée qui n'altéra en rien la volonté de se souvenir : 59 ans, les fusillades de Nantes et de Châteaubriant. Le lendemain, dans la carrière des Fusillés, une foule recueillie a participé aux cérémonies en présence du Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle.

Nous publions quelques extraits des interventions de Patrick Le Hyaric, représentant le Conseil national du Parti Communiste Français et Monsieur Duffour, représentant le gouvernement.



CHATEAUBRIANT : 59 ans qui forgent l'avenir

► Michel Duffour

Le Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, devait, dans son intervention, revenir sur ce que représente le martyr des fusillés de Châteaubriant en ces termes : « Que cherchaient les auteurs de cette exécution ? Les sordides calculs qui présidèrent à l'élaboration de la liste ne laissent pas de doute. Il s'agissait d'abattre ceux qui incarnent les idéaux de Liberté, d'Egalité et de Fraternité ; les valeurs sans lesquelles la magie française, sa contribution aux plus beaux progrès de l'Histoire humaine, restent incompréhensibles. C'est la France de la Révolution, celle de la Commune et du mouvement pacifiste, celle du Front Populaire et de l'antifascisme, dont ils ont hurlé « qu'on l'assassine ! ». Il y a 59 ans maintenant, ce sont des ouvriers, des syndicalistes, des élus du peuple que les nazis ont passé par les armes. C'est l'universalité de

leur combat, la diversité infinie des horizons de celles et ceux qui s'y rencontraient, s'y découvraient et s'y unirent, qui devait, à tout prix, être éradiquée. En allant fleurir aussitôt le lieu du massacre, la population de Châteaubriant ruinait cet espoir funeste, gagnait une part de clarté sur l'ombre. Une première brèche s'ouvrait dans les murs de la barbarie. Aragon s'y engouffrait en écrivant le « Témoin des martyrs », un texte bouleversant que diffusèrent Radio Londres, Radio Moscou, et que distribuèrent clandestinement tant d'organisations de la Résistance ».

Et revenir ensuite sur ceux qui ont collaboré avec les nazis : « Les nazis ont été secondés dans les atrocités commises en ce lieu. Chacun sait le soin criminel mis par Pucheu, le Ministre de l'Intérieur de Pétain, dans la constitution de la liste des 27 suppliciés. Ces faits ignominieux révèlent une res-



ponsabilité plus fondamentale. Avec Vichy, ce n'est certes pas la France, mais c'est bel et bien l'Etat français qui commettait sciemment l'irréparable, en choisissant la collaboration avec l'Allemagne nazie. Car c'est d'une responsabilité imprescriptible dont il s'agit. Ce qui a été fait une fois, rien ne peut faire que cela n'ait pas eu lieu, dit le philosophe. Nul ne peut donc ignorer ce que firent ces fonctionnaires qui bafouèrent le devoir de désobéissance, ces dirigeants qui avaient d'autres choix, ces per-

sonnalités qui attisèrent la haine. Il y a deux ans, le jugement de l'un d'entre eux, Maurice Papon, mettait un terme à l'affront ».

Pour conclure en faisant référence à l'actualité : « Mais il reste tant de chemin à faire. Depuis plusieurs semaines maintenant, des exactions antisémites sont perpétrées un peu partout sur notre territoire. C'est parce que rien, absolument rien, ne peut les justifier que l'Etat français ne le tolérera pas. De même, en plein cœur de cette Europe de paix et de solidarité véritable, à laquelle tous nos peuples aspirent, des tentations morbides se font jour. Des alliances inacceptables se nouent, ici et là, pour s'emparer du pouvoir, des nationalismes liberticides se renforcent et l'infamie révisionniste se répand. En France, quelques poignées d'individus, les héritiers de ceux qui s'en prirent aux idées progressistes il y a soixante ans, voudraient porter atteinte

à la liberté de création et de pensée dans les bibliothèques, les cinémas et les théâtres des villes qu'ils dirigent. Pendant l'occupation, un libraire bordelais avait écrit sous un portrait de Laval, exposé dans sa vitrine, « vendu » et sous celui de Pétain « épuisé ». La censure perd toujours le combat contre l'esprit critique et la culture.

Ce que je viens d'évoquer démontre qu'il y a une urgence de la mémoire, même si la formule peut sembler paradoxale. Le souvenir de ceux qui périrent en ces lieux nous tourne vers l'avenir. Il faut le cultiver sans relâche. C'est ce que vous faites, vous les membres de l'amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, vous les résistants et déportés, vous les élus et la population de Châteaubriant. Vous n'en serez jamais assez remerciés. Car vous avez compris l'essentiel : quand on l'oublie, le passé ne passe pas ».

► Patrick Le Haric :

« C'est la force d'un rassemblement majoritaire du peuple qui a triomphé »

Dans son intervention, le représentant du Parti Communiste Français a allié ce qui s'était passé le 22 octobre 1941 à Châteaubriant à la situation politique nationale et internationale à la fin de ce 20^e siècle, citant notamment : « Ce qui a fait la force de la

Résistance, c'est qu'elle a été capable d'unir, par delà la diversité des engagements différents, femmes et hommes, cheminots et instituteurs, métallos et médecins, paysans et poètes, élu(e)s et syndicalistes, celui qui croyait au ciel et celle qui n'y croyait pas. Elle a pu le faire en plaçant au-dessus de tout la libération du sol de la Nation profanée par les hordes nazies. N'était-ce pas déjà une belle leçon pour l'avenir ? Un peuple debout, un peuple uni peut faire front et gagner. En une période où, dans certains milieux, on s'efforce de briser les valeurs humanistes de fraternité et de solidarité, de démission face aux puissances d'argent, cette leçon ne mérite-t-elle pas d'être méditée ? »

Il devait ensuite, parlant du sacrifice des 27 fusillés, revenir sur ce que leur mort représente pour le présent et pour l'avenir : « Je les imagine tous allant au peloton d'exécution en chantant la Marseillaise, le Chant du départ, l'Internationale. Ils tressèrent tous ces

chants comme un don ultime à ceux qui allèrent survivre et poursuivre leur combat. J'imagine et j'entends Jean-Pierre Timbaud, après avoir demandé du feu à un gendarme pour fumer sa dernière cigarette, crier : « Vive le Parti communiste allemand ! Quel bel acte, quel beau message de fraternité et d'internationalisme moderne. Cela donne sens aux combats actuels pour un monde débarrassé de la loi de la jungle des dominations, pour transformer la mondialisation capitaliste actuelle en une mondialisation faite pour les femmes et les hommes, une mondialisation de coopération pour le développement humain. Cela donne sens à l'action pour construire une Europe progressiste, une Europe des peuples construite avec eux et non plus sur les critères antisociaux de la Banque centrale européenne. J'imagine et j'entends Emile David qui n'a que vingt ans dire : « Nous mourrons avec l'espoir que ceux qui restent auront la liberté et le

bien-être ». Ces souhaits restent d'actualité au moment où on tente, de ci de là, de criminaliser l'action syndicale et au moment où il serait nécessaire d'impulser dans les entreprises et dans toute la société un nouvel âge de la démocratie. « Bien-être » : c'est tout le sens de l'action qu'a engagé le Parti communiste depuis des mois pour faire reculer les inégalités dans notre pays et dans le monde. J'imagine et j'entends le docteur Ténine écrivant « Mon dernier vœu est un vœu d'union, d'amour dans mon malheureux pays, au sein d'une Europe pacifiée, dans un monde nouveau ». Quelle vision moderne du monde commun à construire !

J'imagine le député Charles Michel, qui, aux yeux des autorités françaises collaborationnistes de l'époque, avait commis le crime de voter contre la guerre, contre la sale guerre à l'Allemagne, et il est tombé sous les balles allemandes. Ce combat contre la guerre et pour la paix ne doit pas faiblir, au moment où il nous faut

agir pour une solution juste et durable au Proche-Orient, reconnaissant au peuple israélien comme au peuple palestinien le droit d'avoir une terre, une patrie, où ils puissent vivre en paix et en bonne harmonie ».

Pour conclure sur un message fort : « Leurs derniers mots, leurs dernières lettres, qu'on ne peut lire sans être bouleversé, sont inscrits au livre d'or de l'histoire de notre pays. Leur sang reste une tâche indélébile au visage de l'envahisseur, comme à celui de leurs valets français. Ce qui frappe, c'est que leurs lettres ne sont pas marquées par l'angoisse de la mort mais de l'amour de la vie, par l'espoir du bonheur. Et aussi par la certitude que leur sacrifice n'aurait pas lieu en vain. Et il n'a pas été vain. En ce sens, le devoir de mémoire n'est pas seulement un recueillement de circonstance ».

Il est une nécessité du présent pour construire un avenir meilleur faisant vivre les beaux idéaux humanistes et communistes.



Dès
maintenant
prenez
dates

L'AGENDA des initiatives... rencontres... débats...

- **10 novembre à 20h30**, Maison du Peuple à Saint-Nazaire, salle F
Réunion débat avec Michel Deschamps, membre du Collège exécutif du PCF, animateur du Collectif Transformation progressiste de l'Ecole, sur le thème : «Comment faire reculer les inégalités à l'école ?» «Quelles transformations à mettre en œuvre ?»
- **13 novembre à 17h00**, Salle de la Convention à Nantes
Yves Dimicoli, économiste, dirigeant national du PCF, participera à une rencontre avec les acteurs du mouvement social.
Sont invités des syndicalistes de toutes les organisations syndicales pour débattre d'une nouvelle refondation de l'UNEDIC.
- **13 novembre à 18h30**, Salle de la Convention à Nantes
Débat public avec Yves Dimicoli sur l'épargne salariale, la baisse des impôts et les dépenses publiques...
- **5 décembre 20h00** Maison des Associations de Beaulieu à Nantes
Soirée débat sur le thème : «Communistes et Chrétiens»
- **12 décembre** Salle de l'Estuaire à Couëron avec repas le midi.
Sur l'initiative du Collectif retraités et des vétérans du PCF, journée débat sur le «80^e anniversaire du PCF».
- **12 décembre 20h00**, Salle Léon Mauvais à Trignac
Deuxième soirée débat sur le thème : «Communistes et Chrétiens».

Assurance Chômage

Faire prévaloir les intérêts des salariés et des privés d'emploi

Les aménagements au projet de convention de l'assurance chômage, effectués par le MEDEF et les syndicats signataires, n'améliorent pas les conditions d'accès et le niveau d'indemnisation des chômeurs. Dans ces conditions, et devant le refus des deux syndicats non signataires représentant 53 % des salariés (CGT et FO), l'agrément du gouvernement n'a pas lieu d'être.

Cela a conduit le Parti communiste français à appeler solennellement le gouvernement à ne pas donner son agrément au texte patronal.

Les baisses de cotisations sociales patronales prévues s'opposent toujours à une amélioration substantielle, pourtant nécessaire, de l'indemnisation des chômeurs. Plusieurs dispositions sont maintenues dans le nouveau projet, qui vont au-delà des strictes dispositions légales et restent donc non conformes à la loi, tout en étant en opposition avec les besoins justifiés des chômeurs. Ainsi :

1. remise en cause du droit à l'indemnisation de tout cotisant à l'UNEDIC

s'il n'a pas signé le fameux PARE ;

2. la signature d'un contrat appelé «projet d'action personnalisé» (PAP), avec de nouvelles contraintes;

3. obligations, calendrier contraignant et sanctions pour les chômeurs, ne s'accompagnant d'aucun engagement à leur égard;

4. la référence, pour les emplois proposés, aux «capacités professionnelles», au côté des qualifications;

5. la mise en place de sanctions par les Assedic;

6. l'attribution à une commission paritaire des délégués des signataires de la convention, de l'interprétation du règlement d'application;

Le nouveau projet de convention fait référence, dans son préambule, au protocole d'accord du 14 juin 2000 qui avait conduit cet été au refus d'agrément du gouvernement. Rien ne justifie donc que celui-ci se déjuge.

Alors que faire ? Un décret conservatoire est devenu indispensable concernant la prorogation du système existant, avec une amélioration immédiate, substantielle

de l'indemnisation (diminution de la période de référence pour l'indemnisation, suppression de la dégressivité...).

Au-delà, le débat démocratique doit permettre une refondation d'ensemble de l'assurance chômage par une nouvelle loi portant sur tous les dispositifs d'indemnisation ou d'allocation des chômeurs, ainsi que sur tous les problèmes et les nouvelles mesures de soutien d'un retour et d'un accès volontaires à l'emploi stable, y compris par la formation de qualité choisie.

Le Parti communiste français veut contribuer à une mobilisation citoyenne et sociale sur ces questions qui sont d'une extrême importance pour l'avenir de la société. Elles ne sauraient être traitées en dehors des garanties d'un cadre législatif, par de simples ententes au sommet entre le gouvernement et certains des «partenaires sociaux». La plus grande transparence et l'implication des élus du suffrage universel sont absolument nécessaires pour un nouveau progrès de notre droit social.



Du 6 septembre
au 30 novembre 2000

19 F la patinoire
2,9€
c'est trop
de la balle !

Du mardi au vendredi,
pour tous,
à toutes les séances,
patins compris !

NGE 02 51 84 94 51

